

Objet :

**Adhésion à la société
publique locale « Culture
en Sambre » et
désignation d'un
représentant au sein de la
structure (Monsieur Jean
Durieux)**

EXTRAIT

**Du registre des délibérations du Conseil Municipal
Séance ordinaire du 11 Décembre 2025**

Le Conseil Municipal de la Ville d'AULNOYE-AYMERIES s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances et sur convocation de son Maire en date du 5 Décembre 2025

Présents : ALEXANDRE VIRGILE Dominique, BAUDOUX Bernard, BERNARD Serge, CARON Marianne, CARPENTIER François, DEHIER Philippe, DENEUBOURG Sandrine, DENYS Agnès, DEPRET Kévine, DURIEUX Jean, GEORGES Hugo, LAGRENE Laurent, LEROY Brigitte, MAIRIAUX Isabelle, POL Maxime, THURETTE Pascal, TOURNAY Sylvie, VOLKAERT David, WAGER Corinne, WAGER Michel. (20 membres).

Ont donné procuration : DESSE Janique (à DENYS Agnès), DESSE Perrine (à ALEXANDRE VIRGILE Dominique), DURSANT Sébastien (à VOLKAERT David), HUFFORD Virginie (à GEORGES Hugo), N'DIAYE Betty (à THURETTE Pascal), OUHMETA Bilel (à BAUDOUX Bernard), PARIS Vanessa (à LEROY Brigitte), YEDDOU Leïla (à POL Maxime). (8 membres).

Excusé : PALMISTE Logan (1 membre)

La séance s'est tenue sous la présidence de Monsieur Bernard BAUDOUX, MAIRE.

Madame Agnès DENYS, adjointe, a été nommée secrétaire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment ses articles L.1531-1 et suivants relatifs aux Sociétés Publiques Locales ;

Vu la loi n° 2010-559 du 28 mai 2010 permettant aux collectivités locales et à leurs groupements de créer des SPL pour la gestion de services publics ou de missions d'intérêt général, exclusivement au bénéfice de leurs actionnaires et sur leur territoire ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la CAMVS en date du 30 septembre 2025 portant approbation de la création et du projet de statuts de la Société Publique locale « Culture en Sambre » et désignation des représentants de la CAMVS au sein de la structure ;

Vu les statuts proposés de la Société Publique Locale à caractère culturel dénommée « Culture en Sambre », dont le siège social est fixé au 1, place du pavillon, 59600 MAUBEUGE ;

Considérant la volonté partagée de la Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre (CAMVS), de plusieurs communes de l'EPCI, du Département du Nord et de la Région Hauts-de-France de disposer d'un outil commun pour la gestion, la programmation et la valorisation des événements culturels sur le territoire ;

I. Eléments de contexte et finalités

La CAMVS, plusieurs communes de l'EPCI, le Département du Nord et la Région Hauts de France partagent un objectif commun stratégique : Disposer d'une structure juridique leur permettant de gérer la dimension programmatique, artistique et culturelle de leurs équipements et de créer et organiser des manifestations et événements à caractère culturel.

En effet, des structures privées et publiques organisent des festivals, manifestations, concerts, spectacles et autres événements pour permettre l'accès à la culture et sa diffusion sur le territoire.

Le fractionnement actuel des interventions entre les acteurs publics reste ainsi un frein au développement conjoint d'une politique culturelle et d'une programmation artistique cohérente sur le territoire.

Partant, des réflexions sont engagées depuis plusieurs années pour inventer des outils permettant de dépasser les « frontières » physiques et organisationnelles, de saisir l'opportunité de se doter d'un acteur opérationnel commun et d'identifier le meilleur montage leur permettant de répondre à cet objectif. Cet opérateur public pourrait œuvrer à la mise en synergie d'une politique territoriale véritablement intercommunale en lien avec la Région et le Département, en intégrant les acteurs du secteur, en matière de culture, de tourisme, d'éducation populaire et de diffusion des arts sous leurs différentes formes.

La réflexion sur ce périmètre de mutualisation intègre les préoccupations de toutes les communes du territoire communautaire. En conséquence, possibilité sera offerte aux communes intéressées de rejoindre ultérieurement les actionnaires fondateurs au sein de la Société Publique Locale, en entrant au capital, notamment, par la possibilité de cessions d'actions.

II. Décision de créer une Société Publique Locale

Depuis la loi n° 2010-559 du 28 mai 2010, les collectivités locales et leurs groupements ont la possibilité de créer des Sociétés Publiques Locales (SPL) permettant de procéder, notamment, à la gestion de services publics ou de missions d'intérêt général, exclusivement au bénéfice de leurs actionnaires et sur leur territoire.

C'est dans ce contexte que ces partenaires publics (Région, Département Communauté d'agglomération et communes) envisagent de se doter d'un acteur opérationnel commun dédié à la gestion sociale, culturelle et artistique de leurs équipements ou lieux d'expression culturelle et de spectacles, et à l'organisation d'événements (festivals, concerts, autres manifestations, ...) régi par l'article L 1531-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) et les dispositions du code du commerce.

Cette SPL sera :

- un outil stratégique au service de tout le territoire mobilisant une ingénierie experte et spécialisée afin de définir une politique de programmation artistique coordonnée et territorialisée.

- Un animateur du réseau assurant la mise en synergie des acteurs culturels associatifs du territoire,
- constituée d'un capital 100% public et local (au moins 2 collectivités locales ou groupements de collectivités territoriales) portant pleinement les orientations stratégiques et politiques de ses actionnaires,
- évolutive potentiellement dans ses missions et son capital en laissant la possibilité d'intégrer de nouveaux partenaires publics,
- un outil de contractualisation avec ses actionnaires dans une situation de « **in house** » ou quasi-régie vis-à-vis de ses actionnaires, c'est-à-dire sans mise en concurrence préalable, du fait de la mise en œuvre d'un contrôle étroit qualifié de « contrôle analogue »,
- un opérateur agile et réactif au regard de l'évolution des besoins et de la variabilité dans le temps des missions confiées,
- un moyen de rationalisation stratégique, technique et budgétaire en réalisant des économies d'échelle grâce à une mutualisation des moyens, des matériels et des personnels pour les services et missions assurés pour le compte de ses actionnaires.

Pour atteindre l'ensemble de ces objectifs, l'outil « société publique locale » constitue en effet la formule la mieux adaptée au présent projet.

III.Statuts – principales dispositions

1. Dénomination
2. Objet social
3. Montant et répartition du capital social
4. Possibilité d'intégrer de nouveaux partenaires publics
5. Modalités de représentation
 - a. Assemblée Générale (AG)
 - b. Conseil d'administration (CA)
 - c. Assemblée spéciale (AS)
 - d. Modalités du contrôle analogue (comité ou commission du contrôle analogue)

1. Dénomination

La SPL sera une société anonyme dont le siège social sera situé 1, place du pavillon, 59603 MAUBEUGE.

Elle portera la dénomination sociale suivante : Société Publique Locale « **Culture en Sambre** ».

2. Objet social

Considérant les compétences partagées par le bloc communal (EPCI et Communes) le Département et la Région au sens de l'article L.1111-4 du CGCT (art. 104 Loi NOTRe) en matière de culture, de tourisme, d'éducation populaire et de diffusion des arts sous leurs différentes formes.

La Société a pour objet, pour le compte exclusif de ses membres actionnaires, et dans le périmètre géographique de ceux-ci, de concevoir, piloter et mettre en œuvre toute étude, mission ou opération relevant des domaines suivants :

a) Culture

Étude :

- Réalisation d'études de faisabilité, d'impact, de

développement culturel

- Conseil et accompagnement en ingénierie culturelle.
- Diagnostics sur les pratiques culturelles, l'évaluation des besoins d'équipements, (infrastructures ou programmation), le dimensionnement des événements, ...
- Animation du réseau des acteurs associatifs territoriaux

Réalisation :

- La gestion, l'exploitation et la valorisation, médiation, communication des équipements culturels des actionnaires dans le cadre du développement d'activité liées aux expressions artistiques contemporaines (arts visuels, spectacle vivant, festivals, ...) ; hors gestion bâtementaire des équipements et des personnels affectés à ces équipements.
- Programmation, production, diffusion d'événements artistiques et temps forts (concerts, expositions, résidences, festivals...).
- Production, diffusion de la création contemporaine, des pratiques culturelles, des formes transdisciplinaires et des pratiques émergentes.
- Actions de médiation et de sensibilisation.
- Actions de démocratisation culturelle.
- Actions favorisant l'accès à la culture pour tous, notamment les publics éloignés (zones rurales, quartiers prioritaires...).
- Animation du réseau des acteurs associatifs territoriaux.

b) Animation touristique – sous réserve des compétences attribuées aux structures locales existantes

Étude :

- Élaboration de diagnostics territoriaux sur l'offre touristique, en lien avec les facteurs locaux (tourisme, attractivité, emploi...)
- Conception d'animations touristiques.
- Études de valorisation du patrimoine immatériel et de l'identité territoriale.

Réalisation :

- Organisation d'événements contribuant à l'attractivité des territoires (festivals, temps fort, concerts, spectacles).
- Valorisation de l'image des territoires concernés.
- Création de supports de communication valorisant les initiatives d'animation touristique assurant la promotion du territoire et son rayonnement.
- Développement de partenariats avec les offices de tourisme, les lieux de patrimoine et les autres équipements.

c) Éducation populaire

Étude :

- Analyse de l'existant et des besoins éducatifs et sociaux en matière d'éducation populaire, artistique et culturelle.
- Études sur l'inclusion, la participation citoyenne, et la cohésion sociale via les pratiques artistiques, culturelles,

sociales, touristiques.

Réalisation :

- Mise en œuvre de parcours d'éducation artistique et culturelle, d'actions intergénérationnelles, socioculturelles.
- Développement de projets avec les structures éducatives, sociales et associatives des territoires.
- Actions de formation non formelle autour de la culture, de la création, de la citoyenneté de l'expression artistique...
- Favoriser l'accès à la culture pour tous, notamment les publics éloignés (zones rurales, quartiers prioritaires...).

À cet effet, la Société pourra réaliser toute prestation complémentaire et accessoire à celles définies ci-dessus qui lui sera confiée par ses membres actionnaires. Elle pourra, en outre, réaliser de manière générale toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet et qui contribuent à sa réalisation.

La Société exercera son activité exclusivement pour le compte de ses membres et sur leur territoire. La Société sera donc un opérateur au service de ses actionnaires publics, qui conserveront la maîtrise des missions stratégiques liées à leurs compétences.

3. Montant et répartition du capital social – apports.

Le capital social est fixé à la somme **TROIS CENT MILLE Euros (300 000 euros)** divisé en **3 000 actions** d'une seule catégorie de **cent (100) euros** de nominal chacune, toutes de numéraire, détenues exclusivement par des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, ci-après également dénommés « actionnaires ».

Le capital social est exclusivement détenu par des collectivités territoriales ou leurs groupements, conformément à l'article L. 1531-1 du Code général des collectivités territoriales, et réparti comme suit lors de la constitution de la Société :

CAMVS (capital 230 000 €) : 11 représentants / 2 300 actions
Région Hauts de France (25 000 €) : 1 représentant / 250 actions
Département du Nord (25 000 €) : 1 représentant / 250 actions
Commune xx (15 000 €) : 1 représentant / 150 actions
Assemblée spéciale : 2 représentants (1 représentant / 5 actionnaires minoritaires à minimum 1 000 € (10 actions) = 5 000 € (50 actions) + 1 second représentant au-delà de 5 actionnaires minoritaires

Les actions sont souscrites en totalité et libérées à hauteur de **50 %** de leur valeur par chacun des actionnaires, soit à hauteur d'un montant de CENT CINQUANTE MILLE euros (150 000 euros).

La somme de CENT CINQUANTE MILLE euros (150 000 euros) est déposée au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire.

Cette somme sera retirée par le Président de la Société sur présentation du certificat du Greffe du Tribunal de commerce attestant l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

La valeur des actions de la Société a été fixée à un prix nominal unitaire de 100 €.

Le nombre total d'actions est arrêté à **3 000 actions**.

Le montant initial du capital fixé à 150 000 euros permettra de répondre aux besoins de financement de la société pendant les premières années opérationnelles.

Conformément aux obligations légales, le capital sera libéré à hauteur de 50% par chacun des actionnaires au moment de la constitution de la société. Les 50% restants devront être libérés dans un délai maximum de 5 ans.

4. Possibilité d'intégrer de nouveaux partenaires publics

La Société est formée avec ces acteurs publics. Il est toujours possible d'entrer au capital sous réserve de respecter les règles de compétences.

5. Modalités de représentation

a. Assemblée Générale (AG)

L'assemblée générale de la Société se compose de tous les actionnaires publics quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent. Les personnes publiques actionnaires de la société sont représentées aux assemblées générales par un délégué permanent ayant reçu pouvoir à cet effet et désigné dans les conditions fixées par la législation en vigueur.

Ce délégué dispose d'un droit de vote représentatif des parts sociales qu'il détient dans le capital de la Société.

b. Conseil d'administration (CA)

Selon les dispositions légales applicables aux sociétés publiques locales (article L 225-17 du Code du Commerce), le conseil d'administration est composé de 3 à 18 membres.

Il est proposé d'instituer un Conseil d'administration composé de **seize (16)** membres dont **deux (2)** membres maximum représentant l'Assemblée spéciale des actionnaires minoritaires.

Par la présente délibération, il convient donc de désigner les **11** représentants de la CAMVS au sein du conseil d'administration de la Société.

Les dispositions statutaires prévoient que le Conseil d'administration nomme parmi ses membres un Président, un ou plusieurs Vice-Présidents et un secrétaire. Par la présente délibération, le Conseil communautaire de la

CAMVS autorise expressément ses représentants à assumer ces fonctions.

c. Assemblée spéciale (AS)

Pour assurer la représentation des collectivités ayant une participation réduite au capital, les représentants de ces collectivités sont réunis en Assemblée spéciale.

Cette assemblée dispose de **deux (2) sièges** au Conseil d'administration : 1 siège représentant 1 à 5 actionnaires minoritaires (puis un second siège au-delà de 5 actionnaires minoritaires).

d. Modalités du contrôle analogue et création d'un comité technique

Le règlement intérieur qui sera adopté par le Conseil d'administration, prévoit les conditions dans lesquelles le Conseil d'administration et l'Assemblée spéciale se réunissent afin de garantir à tous les actionnaires de la Société une information complète de la vie de la Société.

Considérant que la commune souhaite participer à cette dynamique collective et devenir actionnaire de la SPL, en souscrivant au capital social à hauteur de 15 000 € (soit 150 actions de 100 € chacune), avec la désignation d'un représentant au conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité des membres (2 Contre de Mmes Caron et Mairiaux)

1. Approuve l'adhésion de la commune à la Société Publique Locale « Culture en Sambre » ;
2. Approuve les statuts ci-joints ;
3. Décide de souscrire au capital social de la SPL à hauteur de 15 000 €, correspondant à 150 actions ;
4. Décide de participer à la libération, à hauteur de 50 %, du capital social initial de la Société à hauteur de 7 500 euros (ou 500 euros) en vue de sa constitution effective courant 2025 ;
5. D'autoriser Madame le Maire / Monsieur le Maire à signer les bons de souscription et la libération à hauteur de 50 %, des actions pour le compte de la Commune, soit 75 (ou 5) actions ;
6. De désigner Monsieur Jean DURIEUX, adjoint en tant que délégué permanent pour représenter la Commune pour la durée de son mandat en cours au sein de l'Assemblée générale (AG) de la Société et l'autorise à donner pouvoir pour le représenter, en tant que de besoin et au cas par cas, à un autre actionnaire ;

7. Désigne Monsieur Jean Durieux, adjoint, en qualité de représentant de la Commune au sein du conseil d'administration de la SPL, pour la durée de son mandat ; (si capital souscrit à hauteur de 15 000 € (libération pour ½) qui donne droit à un siège au conseil d'administration) -
8. Décide d'autoriser ledit représentant à occuper la fonction de Président, de Président assumant les fonctions de Directeur Général (PDG), de vice-présidents, ainsi que toutes autres fonctions ou tous mandats spéciaux qui leur seraient confiés par le Conseil d'Administration ou son Président ;
9. Autorise Monsieur le Maire à signer tous actes et documents nécessaires à la réalisation de cette adhésion, notamment les bons de souscription et tout acte relatif à la libération du capital ;
10. Précise que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Et ont les membres présents, signé lecture faite.

« Pour extrait certifié conforme ».

A Aulnoye-Aymeries, le 11 décembre 2025.

Le Maire,

